



Ravalomanana texto face à la presse internationale

C'est fou, mais ce que dit le président Marc Ravalomanana n'est pas la même chose pour les médias malgaches et les malgaches étrangers...

Nous reproduisons, ici, texto, quelques déclarations importantes de Marc Ravalomanana, le mercredi 28 janvier 2009, au cours de ses visites dans les endroits ravagés par, la colère populaire. Avec son accent « tropical » inimitable, Marc Ravalomanana démontre de manière peu convaincante qu'il a la situation en main. A vous de juger mais les fautes de masculin/féminin et de syntaxes n'émanent pas de nous. C'est phonétique. En tout cas, nous gardons cet enregistrement effectué devant les locaux incendiés de la Rnm et Tvm à Anosy Antananarivo:

Question : Les forces de l'ordre ont repris le contrôle de la situation. Tout s'est bien passé ?

Marc Ravalomanana : Oui, les forces de l'ordre il est là, là. Donc vous pouvez poser la question.

Question : Mais il va falloir quand même discuter...

Marc Ravalomanana : Pour moi, heu c'est d'abord. J'ai eu au téléphone le minisitra des affaires étrangères française, Monsieur Kouchner. Il m'a téléphoné hier (mardi 27 janvier). Il m'a, heu quoi, il m'a aidé, il il veut m'aider là. Il voulait m'aider Madagasikara de réhabiliter cette heu (suivi d'un mot anglais inaudible. Puis, sans transition, Marc Ravalomanana passe en langue de Shakespeare). I know we can mobilise the people outside of Madagascar. Because he see the problem. It is a few people demand to take power and move me out. Anyway the real situation actually in Madagascar, we control it. No problem.

Question : What's about a meeting yesterday ?

Marc Ravalomanana : It should be a meeting yesterday but he did not come (he, c'est Andry Rajoelina). And then, the ambassador of US and the chargée d'affaires de la France (puis en

français sans transition) et aussi le, ha, la Nation Zunies, Pnud, Monsieur, heu, Monsieur heu (quelqu'un lui souffle le nom de), Monsieur étaient venus pendant des heures des heures de l'attendre mais il n'était pas venu.

Question : Vous avez parlé avec le ministre des Affaires étrangères de la France, hier. Est-ce qu'on peut savoir le contenu de ce entretien ?

Marc Ravalomanana : Ouiii ! C'était très bien passé. Il était prêt à nous aider pour réhabiliter Madagascar. Et je vais aussi voir la situation dans le secteur privé tout à l'heure. Donc pon va voir.

Question : Monsieur le président comment vous analysez ce qui s'est passé ? Est-ce que vous pensez que ce sont des partisans du maire qui ont manifesté, que ce sont des casseurs, que ce sont des gens qui ont faim ?

Qu'est-ce qui s'est passé ? Pourquoi la situation a dégénéré à ce point ?

Marc Ravalomanana : Mais c'était lui le leader. C'était lui l'initiateur de cette trouble ! Donc, je peux pas vous répondre là. C'était lui !

Question : Pour les gens qui sont à l'extérieur ?

Marc Ravalomanana : Oui, les gens à l'extérieur, ils sont prêts à nous aider là. Donc on m'a téléphoné hier et même ce matin d'envoyer des cargos pour nous aider de réhabiliter rapidement Madagascar.

Question : Monsieur le président, quel est votre message, ce matin ?

Marc Ravalomanana : Je n'ai pas encore passé le message. C'est ici que je fais le message. Le message, pour Madagascar, c'est de, heu, d'être calmes et aussi de prêts à réhabiliter. Je suis ici pour aider à supporter, heu, les personnels de la Rnm et de la Tvm. C'est très important d'abord. Et de l'aider, heu, il faut travailler ensemble ; il faut mobiliser toutes les équipes. Donc, je suis prêt à l'aider là.

Question : Monsieur le président, l'absence de réaction de la part des services d'ordre, lundi, donnait l'impression qu'il n'y avait plus de gouvernement à Madagascar.

Marc Ravalomanana : Oui. Y'a déjà pas mal de gens qui a pensé à ça. Mais vous croyez que les gens qui a, heu, m'a cherché à l'aéroport (le dimanche précédent), qui m'a collecté à l'aéroport, ils sont très très, heu, ils étaient très très nombreux. Donc s'ils ont venus aussi affronter à 13 mai, c'était le catastrophe à Madagasikara. C'était moi qui a donné l'ordre aux militaires de ne pas prendre des mesures. C'était moi pour éviter, il faut gérer, il faut bien gérer la crise sinon c'est catastrophe ici, hein. C'est le bain de sang.

Question : Vous avez rencontré le maire ?

Marc Ravalomanana : Pas encore.

Question : Voulez vous le rencontrer ?

Marc Ravalomanana : Non, pour le moment, il est important de rétablir l'ordre.

Propos texto enregistrés par Jeannot Ramambazafy – Journaliste

Cet enregistrement fait mettre à jour deux éléments capitaux dans la manière de gérer les affaires du pays, de la part du régime actuel. Primo, gouverner étant prévoir, la carence d'un service de communication à la présidence est flagrante. Surtout face à la gravité de la situation actuelle, l'improvisation n'est pas de mise. Secundo, il est également mis à jour que personne, à tous les échelons que pouvoir n'ose prendre leurs responsabilités sans ordre du président. Voici un extrait tiré du dictionnaire Larousse 2009 qui en dit

mieux : « (...) En mai 2006, le président de l'Assemblée nationale est destitué. Un an plus tard, un groupe de députés, jusque-là fidèles au parti présidentiel, dénonce l'inertie du parti et crée un mouvement de rénovation. L'Assemblée nationale est dissoute en juillet 2007 et des élections anticipées sont organisées le 23 septembre 2007, à moins de deux mois de la fin du mandat. Le parti T.I.M. remporte 106 des 127 sièges de l'Assemblée nationale, mais l'abstention a été de plus de 80 %. Lâché par ses anciens alliés, par l'Église catholique et par une partie de ses troupes, le chef de l'État, qui a renforcé les prérogatives du pouvoir exécutif au détriment du Parlement, gère seul le pays ou presque ».